



## L'agenda secret de la Banque mondiale et du FMI

Par [Peter Koenig](#)

Mondialisation.ca, 29 novembre 2020

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Droits humains et État policier](#), [Économie](#)

Analyses: [COVID-19](#)

*La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) travaillent main dans la main - en harmonie. Non seulement ils prêtent régulièrement d'énormes sommes d'argent aux régimes criminels du monde entier, mais ils font aussi chanter les nations pauvres pour qu'elles acceptent les conditions draconiennes imposées par l'Occident. En d'autres termes, la BM et le FMI sont coupables des plus atroces violations des droits de l'homme.*

On ne saurait le croire lorsqu'on lit la « noble phrase » inscrite au-dessus de l'entrée de l'édifice de la Banque mondiale la noble phrase « «Notre rêve : un monde sans pauvreté». » À cette hypocrisie, je ne peux qu'ajouter : « ...*Et nous faisons en sorte que cela reste un rêve.* » Cela dit les deux, le mensonge et la nature criminelle des deux institutions financières internationales, créées en vertu de la Charte des Nations unies, mais dont les États-Unis sont les instigateurs.

La façade de ces institutions fait preuve d'une grande intelligence. . Ce qui saute aux yeux, ce sont les investissements dans les infrastructures sociales, dans les écoles, les systèmes de santé, les besoins de base comme l'eau potable, l'assainissement - et même la protection de l'environnement - dans le cadre de la « lutte contre la pauvreté », c'est-à-dire d'un monde sans pauvreté. Mais il est stupéfiant de voir à quel point cela est faux aujourd'hui et l'était déjà dans les années 70 et 80. Peu à peu, les gens ouvrent les yeux sur une sinistre réalité, faite d'exploitation, de coercition et de chantage pur et simple. Et cela, sous les auspices des Nations unies. Qu'est-ce que cela vous apprend sur le système des Nations unies ? Dans quelles mains se trouvent les Nations unies ? - L'organisation mondiale a été créée à San Francisco, en Californie, le 24 octobre 1945, juste après la Seconde Guerre mondiale, par 51 nations qui se sont engagées à maintenir la paix et la sécurité internationales, à développer des relations amicales entre les nations et à promouvoir le progrès social, l'amélioration du niveau de vie et les droits de l'homme.

L'ONU a remplacé la Société des Nations qui faisait partie de l'accord de paix après la Première Guerre mondiale, le traité de Versailles. Elle est entrée en vigueur le 10 janvier 1920, a son siège à Genève, en Suisse, et a pour but de désarmer les pays, de prévenir la guerre par la sécurité collective, de régler les différends entre les pays, par la diplomatie de négociation et d'améliorer le bien-être mondial. Avec le recul, il est facile de voir que l'ensemble du système des Nations unies a été mis en place comme une farce hypocrite, faisant croire aux gens que leurs puissants dirigeants ne voulaient que la paix. Ces puissants dirigeants étaient tous des Occidentaux ; le même que moins de 20 ans après la création de la noble Société des Nations, a commencé la Seconde Guerre mondiale.

\*

Cette petite introduction fournit le contexte de ce qui allait devenir l'émanation, soutenue par les Nations unies, du vol mondial, de l'appauvrissement des nations, partout dans le monde, de l'exploitation des personnes, des violations des droits de l'homme et de l'engloutissement d'énormes quantités d'actifs par la base, par le peuple, par l'oligarchie, par l'élite toujours plus petite des entreprises – les institutions dites de Bretton Woods.

En juillet 1944, plus de 700 délégués de 44 nations alliées (alliées aux vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, dont l'Union soviétique) se sont réunis à l'hôtel Mount Washington, situé à *Bretton Woods*, dans le New Hampshire, aux États-Unis, pour régler l'ordre monétaire et financier international après la Seconde Guerre mondiale. Soyons sûrs que cette conférence a été réalisée sous les auspices des États-Unis, le vainqueur autoproclamé de la Seconde Guerre mondiale, et désormais maître de l'ordre financier du monde – ce qui n'était pas immédiatement visible, un ordre du jour caché à la vue de tous.

Le FMI a été officiellement créé pour « régler » les monnaies occidentales dites convertibles, celles qui ont souscrit à l'application des règles du nouvel étalon-or, à savoir 35 dollars américains / Once Troy (environ 31,1 grammes). Il est à noter que l'étalon-or, bien qu'applicable également à 44 nations alliées, était lié au prix de l'or libellé *en dollars américains*, et non basé sur un panier de la valeur des 44 monnaies nationales. C'était déjà une raison suffisante pour remettre en question le futur système. Et comment il va se dérouler Mais personne n'a remis en question cet arrangement. Il est difficile de croire que parmi tous ces économistes nationaux, aucun n'a osé remettre en question la nature perfide du système de l'étalon-or.

La Banque mondiale, ou Banque pour la reconstruction et le développement (BIRD), a été officiellement créée pour administrer le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe détruite par la guerre. Le plan Marshall est une donation des États-Unis et porte le nom du secrétaire d'État américain George Marshall, qui l'a proposé en 1947. Ce plan a permis d'accorder 13,2 milliards de dollars d'aide étrangère aux pays européens qui avaient été dévastés physiquement et économiquement par la Seconde Guerre mondiale. Il devait être mis en œuvre de 1948 à 1952, une période bien trop courte bien sûr, et s'étendre jusqu'au début des années 1960. En termes actuels, le plan Marshall vaudrait environ dix fois plus, soit quelque 135 milliards de dollars.

Le plan Marshall était et est toujours un fonds renouvelable, remboursé par les pays concernés, afin de pouvoir être cédé. L'argent du plan Marshall a été prêté plusieurs fois et a donc été très efficace. La contrepartie européenne du Fonds Marshall administré par la Banque mondiale était une banque nouvellement créée sous l'égide du ministère allemand des finances, la Banque allemande pour la reconstruction et le développement (KfW – acronyme allemand de « Kreditanstalt für Wiederaufbau »).

La KfW, en tant qu'homologue européen de la Banque mondiale, existe toujours et se consacre principalement à des projets de développement dans le Sud global, désormais essentiellement grâce à des fonds du gouvernement allemand et à des emprunts sur les marchés des capitaux allemands et européens. La KfW coopère souvent avec la Banque mondiale dans le cadre de projets communs. Aujourd'hui, il existe toujours un département spécial au sein de la KfW qui s'occupe exclusivement de l'argent du Fonds du plan Marshall. Ces fonds encore renouvelables sont utilisés pour prêter aux régions pauvres ont été utilisés en particulier pour intégrer l'ancienne Allemagne de l'Est dans l'actuelle « Grande Allemagne ».

Deux éléments du plan Marshall sont particulièrement frappants et dignes d'intérêt. *Tout d'abord*, le plan de reconstruction a créé un lien, une dépendance entre les États-Unis et l'Europe, cette même Europe qui a été en grande partie détruite par les forces alliées occidentales, alors que la Seconde Guerre mondiale a été en grande partie gagnée par l'Union soviétique, les énormes sacrifices de l'URSS – avec 25 à 30 millions de morts selon les estimations. Ainsi, le plan Marshall a également été conçu comme un bouclier contre la Russie communiste, c'est-à-dire l'URSS.

Alors qu'officiellement l'Union soviétique était un allié des puissances occidentales, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, en réalité l'URSS communiste était un ennemi juré de l'Ouest, en particulier des États-Unis. Avec l'argent du plan Marshall, les États-Unis ont acheté l'alliance de l'Europe, une dépendance qui n'a pas pris fin à ce jour – et qui a empêché, et empêche toujours, l'Europe d'établir des relations normales avec la Russie, même si l'Union soviétique a disparu il y a trois décennies. La guerre froide qui a suivi la Seconde Guerre mondiale contre l'URSS – également basée sur des mensonges flagrants – a été le témoignage direct d'une autre farce de propagande occidentale – que la plupart des Européens n'ont pas encore saisie à ce jour.

*Deuxièmement*, l'imposition par les États-Unis d'un fonds de reconstruction basé sur le dollar américain, non seulement créait une dépendance au dollar européen, mais posait également les bases d'une monnaie unique, qui devait finalement envahir l'Europe – ce que nous connaissons aujourd'hui, est devenu l'euro. L'euro n'est rien d'autre que l'enfant adoptif du dollar, puisqu'il a été créé sous la même image que le dollar américain – c'est une monnaie fiduciaire, qui n'est soutenue par rien. L'Europe unie, ou maintenant appelée Union européenne, n'a jamais vraiment été une union. Elle n'a jamais été une idée européenne, mais elle a été proposée par les services secrets américains sous le couvert de quelques honchos européens traîtres. Et chaque tentative de créer une Europe unie, une Fédération européenne, avec une Constitution européenne, similaire à celle des États-Unis, a été amèrement sabotée par les États-Unis, principalement par l'intermédiaire de la taupe américaine dans l'UE, à savoir le Royaume-Uni.

Les États-Unis ne voulaient pas d'une Europe forte, à la fois économiquement et peut-être aussi, à terme, militairement (population de l'UE : 450 millions d'habitants, contre population des États-Unis). 330 millions d'habitants ; 2019 : PIB de l'UE équivalent à 20,3 billions de dollars US, contre 21,4 billions de dollars US pour le PIB américain. La plupart des économistes s'accordent à dire qu'une monnaie commune pour un groupe de pays peu structuré n'a pas d'avenir et n'est pas viable. Il n'y a pas de constitution commune, donc pas d'objectif commun, ni sur le plan financier, ni sur le plan économique, ni sur le plan militaire. Une monnaie commune n'est pas viable à long terme dans ces circonstances instables. Cela est plus que visible après seulement 20 ans d'existence de l'euro. La zone euro est dans un état désespéré. La Banque centrale européenne (BCE), également une création inspirée par la FED et le Trésor américain, est née. La BCE n'a pas vraiment de fonction de banque centrale. C'est plutôt un chien de garde. Car chaque pays membre de l'UE a toujours sa propre Banque centrale, avec toutefois une souveraineté considérablement réduite que les pays de la zone euro ont concédée à la BCE, sans recevoir de droits équivalents.

Sur les 27 membres actuels de l'UE, seuls 19 font partie de la zone euro. Les pays qui ne font pas partie de la zone euro, c'est-à-dire la République tchèque, le Danemark, la Hongrie, la Suède – et d'autres encore – ont conservé leur politique financière souveraine et ne dépendent pas de la BCE. Cela signifie que si la Grèce avait choisi de sortir de la zone euro

lorsqu'elle a été frappée par la « crise » manufacturée de 2008-2009, elle serait maintenant en bonne voie de se redresser complètement. Elle n'aurait pas été soumise aux caprices et aux diktats du FMI, de la tristement célèbre troïka, de la Commission européenne (CE), de la BCE et du FMI, mais aurait pu choisir de régler sa dette en interne, car la majeure partie de la dette était interne, pas besoin d'emprunter à l'étranger.

Lors d'un référendum sur le plan de sauvetage en 2015, la population grecque a voté à une écrasante majorité contre le plan de sauvetage, c'est-à-dire contre la nouvelle dette gigantesque. Cependant, le président grec de l'époque, M. Tsipras, est allé de l'avant comme si le référendum n'avait jamais eu lieu et a approuvé l'énorme plan de sauvetage malgré près de 70 % des votes populaires contre celui-ci.

C'est une indication claire de fraude, qu'il n'y avait pas de fair-play. Tsipras et / ou ses familles ont peut-être été forcés d'accepter le renflouement – ou alors. Nous ne saurons peut-être jamais la véritable raison pour laquelle Tsipras a vendu son peuple, le bien-être du peuple grec aux oligarques derrière le FMI et la Banque mondiale – et l'a plongé dans une misère abjecte, avec le taux de chômage le plus élevé d'Europe, une pauvreté endémique et un taux de suicide en hausse vertigineuse.

La Grèce peut servir d'exemple pour les autres pays de l'UE s'ils ne se « comportent » pas bien, c'est-à-dire s'ils n'adhèrent pas aux règles d'or non écrites d'obéissance aux maîtres de la monnaie internationale.

C'est terrifiant.

\*



Et maintenant, en ces temps de Covid, c'est relativement facile. Les pays pauvres, en particulier ceux du Sud, déjà endettés par la pandémie, augmentent leur dette extérieure afin de fournir à leurs populations les besoins fondamentaux. C'est du moins ce qu'ils vous font croire. Une grande partie de la dette accumulée par les pays en développement est une dette intérieure ou interne, comme la dette du Nord global. Il n'a pas vraiment besoin d'institutions de prêt étrangères pour effacer la dette locale. Ou avez-vous vu l'un des pays

riches du Nord emprunter au FMI ou à la Banque mondiale pour maîtriser sa dette ? Pas vraiment.

Alors pourquoi le Sud tomberait-il dans le panneau ? En partie à cause de la corruption, en partie à cause de la coercition et en partie à cause du chantage. Oui, le chantage, l'un des plus grands crimes internationaux imaginables, étant commis par les principales institutions financières internationales sous la charte de l'ONU, la BM et le FMI.

Par exemple, le monde entier se demande comment un ennemi invisible, un coronavirus, ait frappé les 193 pays membres des Nations unies en même temps, si bien que le Dr Tedros, directeur général de l'OMS, a déclaré le 11 mars une pandémie - sans aucune raison puisqu'il n'y avait eu que 4 617 cas dans le monde. Cela a eu comme conséquence un verrouillage au niveau mondial le 16 mars 2020. Sans aucune exception. Certains pays n'ont pas pris la situation au sérieux, comme le Brésil, la Suède, le Bélarus, certains pays africains, comme Madagascar et la Tanzanie. Ces derniers ont élaboré leurs propres règles et ont réalisé que le port du masque faisait plus de mal que de bien et que la distanciation sociale détruirait le tissu social de leurs cultures et des générations futures.

Mais l'État profond obscur et diabolique ne voulait rien avoir à faire avec les pays « indépendants ». Ils devaient tous suivre le diktat venu d'en haut, de l'élite des Gates, Rockefeller... et autres, rapidement renforcée par Klaus Schwab, le fondateur du Forum économique mondial (FEM). Soudain, on remarque au Brésil, une augmentation drastique de nouveaux « cas », sans se poser des questions à propos des tests de dépistage, peu importe que les fameux tests PCR ne soient pas fiables, selon la plupart des scientifiques de renom (voir Pascal Sacré, [COVID-19: RT-PCR ou comment enfumer toute l'humanité](#), le 14 octobre 2020) (seuls les scientifiques vendus et corrompus, soit ceux rémunérés par les autorités nationales, font encore la promotion des tests RT-PCR). Le président du Brésil Bolsonaro a été déclaré positif au coronavirus [Covid-19] et le nombre de décès a augmenté de façon considérable - parallèlement à l'effondrement de l'économie brésilienne.

Coïncidence ? Pas vraiment.

La Banque mondiale et / ou le FMI apportent une aide considérable, principalement sous forme d'allègement de la dette, soit sous forme de dons, soit sous forme de prêts à faible taux d'intérêt. Mais avec d'énormes conditions : vous [gouvernements] devez suivre les règles établies par l'OMS, vous devez suivre les règles relatives aux tests et faire la vaccination, obligatoire, de la population quand le vaccin sera disponible. Si vous vous conformez à ces règles et à d'autres règles propres à votre pays, comme laisser les sociétés occidentales exploiter vos ressources naturelles, continuer à privatiser vos infrastructures et services sociaux, vous pouvez recevoir, de la part de la Banque mondiale et du FMI, une aide financière.

En mai 2020, le groupe de la Banque mondiale a annoncé que ses opérations d'urgence pour lutter contre la COVID-19 avaient déjà atteint 100 pays en développement - où vit 70 % de la population mondiale - avec des prêts de plus de 160 milliards de dollars. Cela signifie qu'aujourd'hui, 6 mois plus tard et au milieu de la « deuxième vague », le nombre de pays et le nombre de prêts ou de subventions de « secours » doivent avoir augmenté de manière exponentielle, pour atteindre près de 193 pays membres des Nations unies. Ce qui explique comment tous, littéralement tous les pays, même les pays africains les plus contestataires, comme Madagascar et la Tanzanie, parmi les plus pauvres des pauvres, ont succombé à la coercition ou au chantage des tristement célèbres institutions de Bretton

Woods.



Ces institutions ne se disputent pas pour générer des dollars, car le dollar est une monnaie fiduciaire, qui n'est soutenue par aucune économie – mais qui peut être produite littéralement à partir « d'air chaud » et prêtée aux pays pauvres, soit sous forme de dette, soit sous forme de dons. Ces pays, désormais et pour la pression des institutions financières internationales, deviendront à jamais dépendants des « maîtres occidentaux du salut ». Covid-19 est l'outil parfait pour que les marchés financiers puissent faire passer les actifs du bas vers le haut.

Afin de maximiser la concentration des richesses au sommet, une ou deux, voire trois nouvelles vagues de Covid pourraient être nécessaires. Tout cela est prévu, le FEM a déjà prévu les scénarios à venir, par son livre tyrannique « Covid-19 – The Great Reset ». Tout est prévu. Et nos intellectuels occidentaux le lisent, l'analysent, le critiquent, mais nous ne le déchiquetons pas – nous le laissons reposer, et nous regardons comment le mot se déplace dans le sens de la Réinitialisation. Et le plan est exécuté consciencieusement par la Banque mondiale et le FMI, tout cela sous le prétexte de faire le bien pour le monde.

Qu'est-ce qui est différent du rôle de la Banque mondiale et du FMI avant « la pandémie Covid-19 » ? – En fait, il n'y a rien de différent. Cependant la cause de l'exploitation, de l'endettement, de l'esclavage est différente. Quand la Covid-19 est arrivée, c'est devenu davantage facile pour la BM et le FMI de manipuler les pays. Avant la crise Covid-19 et jusqu'à la fin de 2019, les pays en développement, pour la plupart riches en ressources naturelles convoités pour la richesse de leurs territoires en pétrole, en or, en cuivre et autres minéraux étaient ciblés par la BM et le FM.

Ils pourraient bénéficier d'un allègement de la dette, appelé prêt d'ajustement structurel, qu'ils aient ou non réellement besoin de cette dette. Aujourd'hui, ces prêts ont des noms, des formes et des couleurs variés, littéralement comme des révolutions de couleur, par exemple, souvent sous forme d'opérations d'aide budgétaire – je les appelle simplement des chèques en blanc – personne ne contrôle ce qui se passe avec l'argent. Cependant, les pays doivent restructurer leur économie, rationaliser leurs services publics, privatiser l'eau, l'éducation, les services de santé, l'électricité, les autoroutes, les chemins de fer – et accorder des concessions à l'étranger pour l'exploitation des ressources naturelles.

La plupart de ces fraudes – la fraude sur le « vol » des ressources nationales, passe inaperçue du grand public, mais les pays deviennent de plus en plus dépendants des payeurs occidentaux – la souveraineté des peuples et des institutions a disparu. Il y a toujours un corrupteur et un corrompu. Malheureusement, ils sont toujours omniprésents dans le Sud. Souvent, pour une grosse somme d'argent, les pays sont obligés de voter avec les États-Unis pour ou contre certaines résolutions des Nations unies qui intéressent les États-Unis. Et voilà, le système corrompu des Nations unies.

Et bien sûr, lorsque les deux organisations de Bretton Woods ont été créées en 1944, le système de vote décidé n'est pas un pays, un vote comme c'est le cas en théorie aux Nations unies, mais les États-Unis ont un droit de veto absolu dans les deux organisations. Leurs droits de vote sont calculés en fonction de leur contribution au capital qui découle d'une formule complexe, basée sur le PIB et d'autres indicateurs économiques. Dans les deux institutions, le droit de vote et de veto des États-Unis est d'environ 17 %. Les deux institutions comptent 189 pays membres. Aucun de ces autres pays n'a un droit de vote supérieur à 17 %. L'UE l'aurait fait, mais les États-Unis ne les ont jamais autorisés à devenir un pays ou une fédération.

\*

La Covid a révélé, si ce n'était déjà fait, comment ces institutions financières internationales « officielles » de Bretton Woods, sous charte des Nations unies, sont pleinement intégrées dans le système onusien – dans lequel la plupart des pays ont encore confiance, peut-être faute de mieux.

Une question, cependant : Qu'est-ce qui est mieux, un système hypocrite et corrompu qui donne l'« apparence », ou l'abolition d'un système dystopique et le courage d'en créer un nouveau, dans de nouvelles circonstances démocratiques et avec des droits souverains par chaque pays participant ?

Peter Koenig

Article original en anglais:



[The Secret Agenda of the World Bank and the IMF](#), le 19 novembre 2020.

Traduit par Maya pour [Mondialisation](#)

Note aux lecteurs : veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Faites suivre cet article à vos listes de diffusion. Publiez cet article sur votre site de blog, vos forums Internet, etc.

*Cet article a été publié à l'origine sur New Eastern Outlook.*

*Peter Koenig est un économiste et un analyste géopolitique. Il est également spécialiste des ressources en eau et de l'environnement. Il a travaillé pendant plus de 30 ans à la Banque mondiale et à l'Organisation mondiale de la santé dans le monde entier dans les domaines de l'environnement et de l'eau. Il donne des conférences dans des universités aux États-Unis, en Europe et en Amérique du Sud. Il écrit régulièrement pour des revues en ligne telles que Global Research, ICH, New Eastern Outlook (NEO) et bien d'autres encore. Il est l'auteur de [Implosion - An Economic Thriller about War, Environmental Destruction and Corporate Greed](#), une fiction basée sur des faits et sur 30 ans d'expérience de la Banque mondiale dans le monde entier.*

*Peter est également co-auteur du livre de Cynthia McKinney « When China Sneezes » (Quand la Chine éternue) : From the Coronavirus Lockdown to the Global Politico-Economic Crisis » (Clarity Press - 1er novembre 2020)*

*Peter Koenig est un associé de recherche du Centre de recherche sur la mondialisation.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Peter Koenig](#), Mondialisation.ca, 2020

---

Articles Par : [Peter Koenig](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)